Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

- Arrêt civil -

Audience publique du vingt-six mai deux mille cinq.

Numéro 28372 du rôle

Composition:

Georges SANTER, président de chambre,
Irène FOLSCHEID, premier conseiller,
Monique BETZ, premier conseiller,
Carmen FRIES, greffière assumée.

Entre:

- 1. La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois SOCIETE1.) Srl**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,
- 2. la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois SOCIETE2.) Srl**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

appelantes aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Yves TAPPELLA de Luxembourg, en date du 14 octobre 2003,

comparant par Maître Marianne GOEBEL, avocat à la Cour à Luxembourg,

et:

- 1. l'association sans but lucratif de droit luxembourgeois SOCIETE3.) a.s.b.l.**, ayant son siège à L-ADRESSE3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, actuellement à L-ADRESSE3').),

intimée aux fins du susdit exploit TAPELLA,

comparant par Maître Guy ARENDT, avocat à la Cour à Luxembourg,

- 2. l'association sans but lucratif de droit luxembourgeois SOCIETE4.) a.s.b.l.**, ayant son siège à L-ADRESSE4.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit TAPELLA,

comparant par Maître Jean MEDERNACH, avocat à la Cour à Luxembourg,

- 3. l'association sans but lucratif de droit luxembourgeois SOCIETE5.) a.s.b.l.**, ayant son siège à L-ADRESSE5.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit TAPELLA,

comparant par Maître Paul TRIERWEILER, avocat à la Cour à Luxembourg,

- 4. l'association sans but lucratif de droit luxembourgeois SOCIETE6.) a.s.b.l.**, ayant son siège ADRESSE6.) et dont l'adresse postale est ADRESSE6.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- 5. l'Administration Communale de la Ville de ADRESSE5.)**, dont la maison communale se trouve à L-ADRESSE5.), représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, assignée en la personne de son Bourgmestre actuellement en fonctions,

intimées aux fins du susdit exploit TAPELLA,

comparant par Maître Jean MEDERNACH, avocat à la Cour à Luxembourg,

LA COUR D'APPEL :

Par exploit d'huissier du 31.3.2000 et 3 avril 2000, la société SOCIETE1.) s.à.r.l. (SOCIETE1.)) et la société SOCIETE2.) s.à.r.l. (SOCIETE2.)) ont fait donner assignation à l'association sans but lucratif SOCIETE3.) asbl, l'association sans but lucratif SOCIETE4.) asbl, l'association sans but lucratif SOCIETE5.) asbl et l'association sans but lucratif SOCIETE6.) asbl (ci-après l'association SOCIETE6.)) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière civile, pour :

« voir recevoir la présente demande en justice en la forme,

au fond la voir dire justifiée,

voir dire que par la diffusion non autorisée du film « MEDIA1.) » par leurs systèmes de télédistribution, les assignées sub 1) à sub 4) ont violé les droits d'auteur de la requérante SOCIETE1.) S.à.r.l. tels que protégés tant par la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur que par la Convention de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques telle que complétée et modifiée,

voir condamner les assignées sub 1) à sub 4) solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement, mais chacune pour le tout sinon chacune pour sa part du chef des droits d'auteur à payer à la requérante SOCIETE1.) S.à.r.l. préqualifiée, à savoir la somme de 720.000.- LUF ou toute autre somme supérieure à dire d'expert ou à arbitrer par le tribunal avec les intérêts légaux à partir du jour de la diffusion non autorisée de l'œuvre au Luxembourg, sinon à partir de la date d'envoi d'une mise en demeure aux assignées, soit le 27 mai 1998 pour les assignées sub 2) et 3), le 5 juin 1998 pour l'assignée sub 1) et le 28 octobre 1998 pour l'assignée sub 4), sinon à partir de la présente assignation jusqu'à solde, cette somme à augmenter suivant qu'il appartiendra en cours d'instance,

voir dire que par la diffusion non autorisée du film « MEDIA1.) » par leurs systèmes de télédistribution, les assignées sub 1) à sub 4) ont violé les droits exclusifs d'exploitation du film en question appartenant aux requérantes sub 1) et sub 2), commettant de ce fait une faute, sinon une négligence ayant causé un dommage aux requérantes sub 1) et sub 2),

partant les assignées s'entendre déclarer responsables solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement, mais chacune pour le tout, sinon chacune pour sa part du dommage subi par les requérantes SOCIETE1.) S.à.r.l. et SOCIETE2.) S.à.r.l., préqualifiées, à savoir la somme 2.646.800.- LUF, ou toute autre somme supérieure à dire d'expert ou à arbitrer par le tribunal principalement sur base de la loi précitée du 29 mars 1972, sinon de la Convention précitée de Berne, subsidiairement sur base de l'article 1382, sinon de l'article 1383 du Code civil luxembourgeois,

condamner en conséquence les assignées solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement, mais chacune pour le tout sinon chacune pour sa part du chef des causes sus-énoncées, à payer aux requérantes préqualifiées la somme de 2.646.800.- LUF ou toute autre somme même supérieure à dire d'expert ou à arbitrer par le tribunal

avec les intérêts légaux à partir du jour de la diffusion non autorisée de l'œuvre au Luxembourg, sinon à partir de la date d'envoi d'une mise en demeure aux assignées, soit le 27 mai 1998 pour les assignées sub 2) et 3), le 5 juin 1998 pour l'assignée sub 1) et le 28 octobre 1998 pour l'assignée sub 4), sinon à partir de la présente assignation jusqu'à solde, cette somme à augmenter suivant qu'il appartiendra en cours d'instance,

condamner les assignées solidairement, sinon in solidum, sinon individuellement mais chacune pour le tout sinon chacune pour sa part à payer aux requérantes préqualifiées une indemnité de procédure de 350.000.- LUF au vœu de l'article 240 du Nouveau Code de Procédure civile, alors qu'il paraît inéquitable de laisser à leur charge des frais d'avocat et autres non compris dans les frais et dépens ».

Par exploit d'huissier du 25 mai 2000, les mêmes demanderesses ont fait donner assignation à l'Administration Communale de la Ville de ADRESSE5.) à comparaître devant le même tribunal pour s'entendre condamner pour les mêmes faits.

Par jugement rendu le 6 février 2002, l'association sans but lucratif SOCIETE5.) a.s.b.l. a été mise hors de cause et le tribunal s'est déclaré territorialement incompétent pour connaître de la demande dirigée contre l'Administration Communale de la Ville de ADRESSE5.).

Les autres moyens d'incompétence soulevés par les parties défenderesses ont été rejetés.

La demande a été déclarée irrecevable pour autant qu'elle tend à la condamnation à des dommages-intérêts pour violation des droits d'exploitation des demandeurs.

La s.à.r.l. SOCIETE1.) a été admise à prouver par témoins les faits suivants :

« A l'époque de la diffusion du film « MEDIA1.) » par le programme allemand MEDIA2.), soit entre le 7 décembre 1997 et le 18 février 1998, la chaîne de télévision allemande MEDIA2.) pouvait être vue de façon décryptée par les téléspectateurs abonnés aux antennes collectives assurant le service de télédistribution dans les localités ou communes suivantes : ADRESSE4.), ADRESSE5.), ADRESSE6.) et ADRESSE3.). »

Par jugement rendu le 6 mai 2003 la demande de la société SOCIETE1.) dirigée contre l'association SOCIETE6.) a été déclarée non fondée, tandis que celle à l'encontre de l'association SOCIETE3.) et SOCIETE4.) a été déclarée irrecevable au fond.

Les sociétés SOCIETE1.) et SOCIETE2.) ont régulièrement interjeté appel à l'encontre des deux jugements.

A l'appui de leur appel, les appelantes affirment que SOCIETE1.) est l'un des coproducteurs de l'œuvre cinématographique « MEDIA1.) » (MEDIA1.) et qu'elle serait titulaire des droits exclusifs d'exploitation de ce film pour le Luxembourg et la Belgique, tandis SOCIETE2.) serait titulaire des droits de distribution du film en question au Luxembourg.

En date des 7 décembre 1997, 13 décembre 1997, 24 décembre 1997, 1^{er} janvier 1998, 12 janvier 1998, 23 janvier 1998, 3 février 1998, 8 février 1998 et 18 février 1998, ce film aurait été diffusé par la chaîne de télévision allemande MEDIA2.) en Allemagne.

La diffusion sur le territoire allemand aurait été autorisée en vertu d'un contrat de licence signé en date du 12 avril 1996 entre SOCIETE7.) AG et SOCIETE8.) GmbH & Co.

Les intimées seraient des antennes collectives assurant le service de télédistribution dans les localités ou communes respectives dans lesquelles elles se trouveraient établies.

Au cours des années 1997 et 1998 sans préjudice quant aux dates exactes, mais en tout cas lors de la période de diffusion du film sur « MEDIA2.) », les intimées auraient réussi à capter et à décrypter les programmes diffusés de façon chiffrée et elles les auraient introduits dans leurs réseaux de télédistribution, de sorte que le film en question aurait été diffusé et donc rendu gratuitement accessible au public au Luxembourg.

De ce fait, les intimées auraient violé les droits d'auteur appartenant à l'appelante sub 1) en sa qualité de coproducteur du film en question et elles auraient également porté atteinte aux droits exclusifs d'exploitation et de distribution du film dont disposeraient les appelantes en ce qui concerne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Tant en vertu des dispositions de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur et notamment les articles 1, 23 I, 26 à 28, que des dispositions de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques telle que complétée et modifiée et notamment les articles 11bis et 14bis, la diffusion de ce film au Luxembourg, de quelque façon que ce soit et notamment par voie d'un système de télédistribution, nécessiterait l'autorisation préalable de l'appelante sub 1), titulaire des droits d'auteur sur le film en question.

La société SOCIETE1.) réclame la somme de 720.000 frs. lux à titre de droits d'auteur. Les deux appelantes font encore valoir que la diffusion non autorisée du film au Luxembourg via les systèmes de télédistribution par câble leur aurait causé un dommage matériel et moral qu'elles évaluent à 2.646.800 frs. lux.

Quant à l'appel dirigé contre le jugement du 6 février 2002 :

Les appelantes reprochent aux premiers juges de s'être déclarés incompétents pour connaître de la demande dirigée contre l'Administration Communale de la Ville de ADRESSE5.) sur base de l'article 28 du nouveau code de procédure civile.

Elles réitèrent leur moyen de première instance, consistant à dire que le tribunal est compétent en vertu de l'article 262 du nouveau code de procédure civile dès lors qu'une demande connexe est pendante et que la jonction des deux affaires a été prononcée.

C'est à bon droit et pour les motifs que la Cour fait siens que les premiers juges ont dit que la jonction des causes est un acte de pure instruction qui laisse à chacune des affaires son individualité propre et n'en préjuge pas plus la recevabilité que le fondement et ne les fonde pas dans une instance unique et qu'ils ont retenu le moyen d'incompétence territoriale opposée par l'Administration Communale de la Ville de ADRESSE5.) dans la demande dirigée à son encontre.

Sur ce point, l'appel n'est partant pas fondé.

Les parties intimées, SOCIETE4.) et SOCIETE6.) relèvent appel incident et concluent également à l'incompétence territoriale du tribunal saisi.

Pour rejeter ce moyen, les premiers juges ont dit que l'article 30 du nouveau code de procédure civile prévoit qu'en cas de pluralité de défendeurs, l'affaire sera portée devant la juridiction du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur, à condition qu'il existe un rapport intime entre les actions à raison de l'identité de leur objet ou de leur cause et que les défendeurs soient tenus d'une manière égale et semblable. Les premiers juges ont estimé que ces conditions sont réunies.

Les intimées SOCIETE4.) et SOCIETE6.) s'opposent à ce raisonnement et affirment que les faits reprochés aux différentes parties intimées, tout en ayant des similitudes ne leur sont pas communs, chaque diffusion étant une opération distincte.

L'article 30 du nouveau code de procédure civile prévoit que s'il y a plusieurs défendeurs, ils seront assignés devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur.

Si le choix ainsi offert au demandeur s'inspire des considérations générales de bonne administration de la justice, il n'en aboutit pas moins à soustraire à leurs juges naturels ceux des défendeurs qui, par suite du choix de compétence dont bénéficie le demandeur, ne sont pas assignés devant le tribunal de leur propre domicile. En l'absence de dispositions explicites dans le texte, des conditions ont été posées par de nombreuses décisions judiciaires rendues en la matière, appuyées sur les travaux de doctrine (Droit Judiciaire Privé : Soluset Perrot n° 267 et suivants).

Ainsi, les tribunaux exigent que le tribunal choisi doit avoir compétence d'attribution à l'égard des défendeurs et que l'objet de la demande doit être identique à l'égard des défendeurs.

Si au début les juridictions exigeaient une identité de cause des obligations des divers défendeurs, à l'heure actuelle, il n'est pas tenu pour nécessaire que la demande formée contre plusieurs défendeurs repose sur le même titre à l'égard de chacun d'eux ou se fonde sur la même cause ou le même contrat. Il suffit que le demandeur puisse sérieusement prétendre avoir une action directe et personnelle contre les diverses parties assignées, sans qu'il soit nécessaire que ces parties soient engagées d'une manière égale et semblable, dès lors que la question à juger est la même pour tous ou qu'à l'égard du demandeur, les obligations des divers défendeurs, quoi-que découlant de conventions différentes, aient le même objet (même référence précitée n°268).

En l'espèce, ces différents défendeurs sont assignés pour les mêmes faits et la question à juger est la même pour tous, de sorte que les demandeurs avaient le choix de les attirer devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le jugement entrepris doit partant être confirmé, en ce qu'il a rejeté le moyen d'incompétence territoriale opposé par les sociétés SOCIETE4.) et SOCIETE6.) et l'appel incident doit être déclaré non fondé sur ce point.

La société SOCIETE3.) relève encore appel incident contre le jugement en ce qu'il n'a pas admis son moyen d'incompétence « *ratione materiae* », consistant à dire que les demanderesses auraient artificiellement réuni plusieurs instances, qui séparément relèveraient du taux de compétence du juge de paix.

Elle soutient que l'article 10 du nouveau code de procédure civile ne saurait s'appliquer, étant donnée qu'il n'existe pas de titre commun à l'encontre des différents défendeurs.

Ce moyen doit être rejeté, étant donné que la demande tend à la condamnation solidaire, sinon in solidum de la somme de 2.646.800 frs. lux, montant qui dépasse de loin la compétence du juge de paix. On ne saurait partant reprocher aux premiers juges d'avoir appliqué à tort l'article 10 qui ne peut trouver application en l'espèce. Il s'en suit que le jugement doit être confirmé sur ce point.

Les parties appelantes, SOCIETE1.) et SOCIETE2.) reprochent encore aux premiers juges d'avoir déclaré nul l'exploit introductif d'instance pour défaut de précision de l'objet de la demande tendant à un dédommagement pour violation des droits d'exploitation.

Les parties intimées relèvent appel incident afin de voir déclarés nuls les exploits introductifs d'instance dans leur intégralité pour libellé obscur.

Les premiers juges ont analysé l'exploit par rapport aux dispositions de l'article 154 du nouveau code de procédure civile et ils ont retenu que ledit article impose une indication exacte des prétentions des demandeurs et la désignation des circonstances de fait qui forment la base de la demande.

Ils ont retenu le principe de la nullité de l'exploit dirigé contre plusieurs défendeurs auxquels on réclame une somme globale sans que l'exploit permet de vérifier quelle part est réclamée à chacun d'eux.

Les premiers juges ont dit que s'agissant de la demande de la société SOCIETE1.) en obtention d'une indemnité pour violation de ses droits d'auteur sur le film « MEDIA1.) », l'exploit est conforme aux prescriptions de l'article 154 du nouveau code de procédure civile.

La Cour fait sienne la motivation des premiers juges sur ce point, de sorte que l'appel incident est à déclarer non fondé.

En ce qui concerne la demande de la société SOCIETE1.) et de la société SOCIETE2.) en obtention de dommages-intérêts, les premiers juges ont relevé que les deux parties réclament d'une façon globale la somme de 2.646.800 frs. lux sans préciser la part devant revenir à chacune d'elles et ils en ont déduit une imprécision quant à l'objet de cette demande qui a pour conséquence que les parties défenderesses ont pu se méprendre sur l'objet de la demande et n'ont, de ce fait, pas pu choisir les moyens de défense appropriés. Sur base de ces considérations, l'exploit introductif d'instance, pour autant qu'il vise la violation des droits d'exploitation, a été déclaré nul pour défaut de précision de l'objet.

Les parties appelantes font valoir qu'étant donné que leur demande tend à une condamnation solidaire, sinon in solidum, sinon chacun pour le tout, le principe de la divisibilité est mis en échec.

Ce raisonnement est erroné étant donné que sur base de la solidarité, chaque demandeur peut obtenir la condamnation de chaque défendeur pour le tout, mais en cas de pluralité de demandeurs chacun doit indiquer la part qui lui est due pour permettre aux défendeurs de préparer leur défense.

Il s'en suit que c'est à juste titre que les premiers juges ont retenu la nullité de l'exploit quant à ce volet de la demande et la Cour se rallie à leur motivation qu'elle fait sienne pour dire l'appel principal non fondé sur ce point.

En première instance l'association SOCIETE3.) a soulevé l'irrecevabilité de la demande pour défaut de qualité dans le chef de la société SOCIETE1.).

Dans le jugement du 6 février 2002, le tribunal a rejeté ce moyen au motif « que c'est l'existence effective du droit, partant le bien fondé de la demande et non la recevabilité de celle-ci qui est contestée par l'association SOCIETE3.) ».

Quant à l'appel dirigé contre le jugement du 6 mai 2003 :

Dans le jugement du 6 mai 2003, sous la rubrique « droits en cause » les premiers juges ont analysé le moyen du défaut de qualité au fond. Après avoir passé en revue les textes de loi relatifs au litige, les premiers juges sont venus à la conclusion « que les co-titulaires du droit d'auteur étaient obligés de s'adresser à une société de gestion collective pour la gestion de leurs droits et ce serait cette société qui devrait réclamer les redevances en raison de la retransmission par câble aux câblo-distributeurs actuellement en cause et à défaut d'affiliation les co-titulaires sont assimilés aux titulaires ayant chargé effectivement ladite société, de sorte que la société SOCIETE1.) ne peut réclamer directement les sommes dus au titre des prédites retransmissions par câble aux parties défenderesses, mais aurait dû s'adresser à ladite société de gestion collective ».

Sur base de ces développements, la demande de la société SOCIETE1.) a été déclarée irrecevable au fond pour autant qu'elle est dirigée contre les associations SOCIETE3.) et SOCIETE4.).

L'appelante, SOCIETE1.), reproche aux premiers juges d'avoir déclaré sa demande irrecevable au fond en soutenant que le tribunal a méconnu l'objet de la demande et le cadre juridique applicable.

Elle fait exposer que « l'action introduite par les parties appelantes ne se résume pas à une simple affaire de paiement de redevance dans le cadre d'une diffusion régulière, c'est-à-dire se basant sur une autorisation préalable reçue, mais par contre à une action en dédommagement en raison d'une diffusion non autorisée de l'œuvre protégée par le droit d'auteur ».

En instance d'appel, toutes les parties intimées soulèvent le moyen du défaut de qualité. C'est à juste titre que les premiers juges ont dit qu'il ne s'agit pas d'un moyen de recevabilité, mais de bienfondé de la demande.

Le seul volet de la demande encore actuellement en litige est celui de la société SOCIETE1.) tendant au paiement de la somme de 720.000 frs. lux du chef de droits d'auteur.

Les premiers juges ont longuement analysé les dispositions de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur ensemble avec les travaux parlementaires et ils ont fait une application correcte de l'article 23, III, 2°, 3° et 4° de la loi. La Cour se rallie à leurs développements pour retenir que la société SOCIETE1.) aurait dû s'adresser à un organisme de gestion collective et que cette société devrait réclamer les redevances en raison de la retransmission par câble aux câblo-distributeurs actuellement en cause et qu'à défaut d'affiliation les co-titulaires sont assimilés aux titulaires ayant chargé effectivement cette société, de sorte que la société SOCIETE1.) ne peut réclamer directement les sommes dues au titre des prédites retransmissions par câbles aux parties intimées.

La demande de la société SOCIETE1.) tendant au paiement de droits d'auteur doit partant être rejetée.

Il s'en suit que les deux décisions entreprises doivent être confirmées.

Les parties appelantes concluent à l'allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du nouveau code de procédure civile. Cette demande doit être rejetée, étant donné qu'elles succombent dans leur appel et doivent de ce fait être condamnées à l'entière des frais et dépens de l'instance.

La partie intimée, SOCIETE3.), conclut à l'allocation d'une indemnité de procédure de 1.000 euros pour la première instance et 2.000 euros pour l'instance d'appel. Cette demande doit également être rejetée, vu qu'elle n'établit pas en quoi il serait inéquitable de laisser lesdits frais à sa charge.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement et sur le rapport du magistrat de la mise en état,

reçoit les appels principal et incident ;

les déclare non fondés ;

confirme la décision entreprise ;

dit non fondées les demandes basées sur l'article 240 du nouveau code de procédure civile ;

condamne les parties appelantes à tous les frais et dépens de l'instance d'appel et en ordonne la distraction au profit de Maître Jean Medernach et de Maître Guy Arendt sur leurs affirmations de droit.